

« Je te salue ma ville, tu es pleine de grâce »  
 Afin de situer l'animation pastorale du centre ville de Bruxelles  
 à partir de son histoire urbaine<sup>1</sup>  
 (Claude Lichtert – dernière révision : octobre 2017)

Nul ne sait comment Bruxelles est né... Ce constat demande d'emblée d'adopter un comportement humble défendant à quiconque d'exercer une quelconque maîtrise sur l'origine. Et donc, comment la cité de Bruxelles est-elle née ? À partir d'un marché associé au contrôle d'un pont sur la Senne sur la route ouest-est de Bruges à Cologne ? Ou à partir de la circulation sud-nord, le port marquant le terminus de navigabilité de la Senne (qui, en fait, se situait à Hal) ? Ou encore à partir d'un castrum supposé avoir été implanté en 977 ou 979 par le duc de Basse-Lotharingie pour affirmer ses intérêts stratégiques, alors qu'aucune trace de cet hypothétique castrum n'a été trouvée ? Les origines de l'essor de Bruxelles seraient plutôt liées à l'implantation au début du XI<sup>e</sup> siècle d'un lieu de convergence de la production agricole des domaines environnants, avec un marché, sur lequel se serait greffé un développement artisanal. Dès les premières décennies du XII<sup>e</sup> siècle, Bruxelles est une entité urbaine à part entière, il ne lui manque plus qu'une muraille qui sera construite au XIII<sup>e</sup> siècle.

- ✓ Qu'une animation pastorale du centre ville s'inscrive dans ce constat – « Nul ne sait comment Bruxelles est né » – rappelle que l'origine est multiple donc non canalisable, ce qui permet de se centrer surtout sur le processus, l'évolution.

Dès le XII<sup>e</sup> siècle, le duc s'installe sur la hauteur du Coudenberg. Cette position topographique dominante va esquisser précocement la dualisation entre une ville haute ducale et une ville basse marchande. Cette dualisation se poursuivra au XIX<sup>e</sup> siècle dans les mêmes directions mais hors des limites historiques de la ville, quand les faubourgs aristocratiques et bourgeois s'implanteront sur les plateaux de l'est et les faubourgs industriels dans la vallée de la Senne : la structure de la ville médiévale anticipe ainsi la géographie sociale contemporaine. À l'intérieur de la première enceinte du XIII<sup>e</sup> siècle se situent les trois lieux de pouvoir bien distincts – entre articulation et autonomie –, sources de la société bruxelloise : au centre, la Grand-Place marchande (sans église mais avec un hôtel de ville dont la hauteur de la flèche rend compte de la puissance bourgeoise urbaine ; l'église des marchands était Saint-Nicolas au beffroi concurrent jusqu'à son effondrement en 1714) tandis que l'église des Saints Michel-et-Gudule (sous le même emblème de l'archange) et le château ducal étaient au bord. Aux XII<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles, les deux paroisses étaient Saints Michel-et-Gudule (1174) et Notre-Dame de la Chapelle (1210 ; à l'extérieur de l'enceinte), avec trois chapelles : Saint-Jacques, Saint-Nicolas et Saint-Géry. Ce n'est qu'après l'incendie du château du Coudenberg en 1731 que la Cour fréquentera la collégiale.

- ✓ L'animation pastorale contemporaine doit-elle s'inscrire dans cette géographie historique définie en trois pôles distincts ?

---

<sup>1</sup> En s'inspirant principalement de : Christian Vandermotten « Bruxelles, une lecture de la ville. De l'Europe des marchands à la capitale de l'Europe » (2014) ; mais aussi de : « Dans la ville. Chercher et trouver Dieu » (*Christus* 254, avril 2017) ; René Schoonbrodt (ARAU) « Jacques Van der Biest. Un homme pour la ville » (2017) ; coll. « Kerkgebouwen in Brussel: een rijk erfgoed met alternatieve gebruiksmogelijkheden » (2014) ; Mathieu Van Criekinghen « La gentrification mise en politiques. De la revitalisation urbaine à Bruxelles » (2013) ; Claude Castiau « Église et ville : la cathédrale et les églises du centre de Bruxelles » et « Intervention au conseil presbytéral ».

- ✓ Bruxelles est depuis toujours une ville commerçante, marchande, mise à mal récemment par les initiatives du piétonnier et d'un plan de circulation contraignant ; si traditionnellement, Saint-Nicolas est l'église des marchands, en quoi est-ce une spécificité actuelle ?

Au XIII<sup>e</sup> siècle, le développement des villes et de la démocratie communale coïncide avec la naissance de nouveaux ordres religieux, qui s'installent au cœur des cités – dont celle de Bruxelles – et dont les membres bénéficient d'une grande mobilité. Ils animent la pastorale urbaine et lancent une nouvelle évangélisation. Le développement urbain s'accompagne de la création d'hôpitaux et d'hospices, la plupart étant desservis par des religieux(es). Parmi les fondations du XIII<sup>e</sup> siècle, figurent la léproserie Saint-Pierre et l'hôpital Saint-Jean. Dès le XIV<sup>e</sup> siècle, l'insalubrité des bords de Senne incite les classes plus aisées à délaisser Bruxelles : le cours d'eau a toujours marqué un clivage social – commun à tant de villes d'Europe – entre le bas de la ville exposé à la saleté et aux épidémies (conséquences des activités économiques et du défaut d'action de l'autorité communale) et le haut où les classes aisées se réfugient. Le XV<sup>e</sup> siècle constitue l'une des périodes les plus importantes de l'histoire architecturale de Bruxelles avec la construction de trois bâtiments remarquables qui transforment la silhouette urbaine : l'hôtel de ville, la façade de la collégiale et le palais du Coudenberg. Il s'agit d'une forme d'aboutissement de la tripolarisation de la commune, marchande dans la vallée, princière sur le Coudenberg et canoniale sur le Treurenberg. En 1430, Philippe le Bon fait de Bruxelles sa capitale.

- ✓ Les congrégations religieuses à dimensions sociale ou enseignante ont pratiquement disparu ; d'autres formes de vie consacrée se sont implantées, à la dimension spirituelle plus marquée (Couvent Saint-Antoine ; Sainte-Catherine ; Fraternité Saint-Pierre ; Opus Dei) ; comment assumer l'hétérogénéité (*zinneke*) qui est caractéristique du centre ville ?
- ✓ Comment l'Église de Bruxelles (a) fait-elle le deuil des structures, organisations et autres initiatives passées aujourd'hui disparues ? À l'image de la maladie d'Alzheimer, en terme de perte ou de naufrage ?

L'imbrication des relations sociales et des influences réciproques entre ces trois pôles contribue désormais à la spécificité économique, politique et religieuse de la ville. Celle-ci, également en plein essor artistique, supprime définitivement Louvain. Le changement se vit aussi au niveau de la juridiction ecclésiastique : suite aux guerres de religion, à la Réforme, aux révoltes iconoclastes et à la Contre-Réforme, les paroisses de Bruxelles dépendent non plus de l'archevêque de Cambrai mais de celui de Malines (1570). De nouveaux ordres religieux sont encouragés par les archiducs Albert et Isabelle à s'installer à Bruxelles. Ils contribuent fortement à la transformation du paysage urbain au XVII<sup>e</sup> siècle. On imagine l'impact visuel des dizaines d'églises dans la densité du tissu urbain ainsi que l'emprise du son des cloches dans le rythme du temps.

Au tournant des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, la mode est, dans les pays à pouvoir royal puissant, à des plans d'ensemble fondés sur les symétries, à l'opposé des places spontanées et souvent irrégulières du Moyen Âge. La Grand Place aurait pu être remodelée en ce sens en offrant davantage de perspective mais la reconstruction d'ensemble après le bombardement de 1695 n'aboutit pas : le parcellaire a le dernier mot et chaque corporation affirme sa puissance dans la surenchère.

- ✓ Oserait-on ici aussi un parallèle avec l'animation pastorale du centre ville où le parcellaire domine sur l'unité ? En cela, elle s'inscrit bien dans l'histoire de la ville.

La paix, au XVIII<sup>e</sup> siècle, renforce le pouvoir central (autrichien) qui impose sa marque sur le paysage urbain. L'occasion en est fournie par l'incendie de 1731, qui ravage

l'ancien palais ducal du Coudenberg. Le site fait l'objet d'un réaménagement d'ensemble, selon la « mode de Paris » et les règles rigides de la symétrie néo-classique. Bruxelles se transforme, se laissant désormais confronter à la ligne droite. La cité artisanale devient une grande ville manufacturière, la population de 25.000 habitants au Moyen Âge doublant à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. La situation sociale amène un très grand nombre de mendiants et de vagabonds à trouver refuge en ville où l'assistance et la charité sont mieux organisées ; c'est dans cette population que les premières industries recrutent leur main-d'œuvre. La suite de l'histoire de Bruxelles demanderait d'évoquer le rôle et l'influence exercés par la franc-maçonnerie, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, au sein de la société mais le cadre de ce parcours modeste ne le permet pas.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, Bruxelles compte onze paroisses pour 67.000 habitants (en 1862 : 11 curés, 43 vicaires pour 144.600 habitants). En application du Concordat de 1801, les églises paroissiales deviennent propriété publique, affectées au culte et entretenues avec de l'argent public. Inversement, les églises d'abbayes et de couvents doivent être soit réaffectées soit démolies. À Bruxelles, les églises du Béguinage, Riches-Clares, Bon-Secours, Minimes et Saint-Jacques, érigées en paroisses en 1803 suite au Concordat, sont épargnées. Inversement, l'église paroissiale Saint-Géry et l'église de l'hôpital Saint-Jean sont rasées pour créer des places publiques et l'ancienne chapelle du palais de Charles de Lorraine est mise à la disposition des Protestants. Le sort des autres couvents sécularisés se décline selon différents scénarios qui, chacun, aboutissent à court ou moyen terme à leur destruction. En tout, 23 couvents sont supprimés et les propriétés divisées en parcelles deviennent entre autres des impasses, sans aucune considération patrimoniale (hormis pour la chapelle des Brigittines, le chœur de l'église des Bogards, la façade de l'église des Augustins et plus tard celle de la chapelle Sainte-Anne). Après la révolution belge, cherchant une certaine visibilité, les ordres et instituts religieux bâtissent des églises et des chapelles privées (de couvents, hôpitaux, établissements scolaires) non financées avec de l'argent public. Beaucoup d'entre elles seront démolies à partir des années 1950.

- ✓ Quatre événements semblent avoir mené, dans l'histoire de Bruxelles, à la démolition ou à la réaffectation d'églises : la république calviniste (entre 1577 et 1585), l'édit de Joseph II de 1783 suivi de la révolution française, la construction des boulevards centraux et celle de la jonction ferroviaire nord-midi ; si 14 églises sont actuellement desservies dans le Pentagone (15 avec Saint-Roch), l'avenir de l'affectation de certaines d'entre elles pourrait s'envisager et se comprendre en prenant en considération le contexte des réaffectations déjà réalisées ces derniers siècles.

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'hygiénisme social s'attaque au quartier populaire des Marolles qui concentre l'artisanat depuis le Moyen Âge. La construction du palais de Justice assainit une partie de ce quartier de même que le tracé de la rue Blaes avec la nouvelle place rectangulaire du Jeu de Balles. Toujours au nom de l'hygiénisme social, le bourgmestre (de 1863 à 1879) Jules Anspach, avocat d'affaires – qui est en correspondance avec le baron Haussmann qui trace les grands boulevards et avenues rectilignes à travers Paris – obtient l'expropriation pour cause d'utilité publique. Les travaux de voûtement de la Senne sont lancés ainsi que la construction des boulevards centraux (de 1867 à 1871).

L'opération menée officiellement dans un but d'assainissement et d'embellissement, tente aussi de renflouer les finances communales en stimulant le commerce et en évitant l'exode de la classe possédante vers les quartiers plus aisés. C'est le triomphe de la grande bourgeoisie capitaliste... qui pourtant s'en va habiter dans les faubourgs. Mais

Bruxelles n'est pas Paris et, si les immeubles sont haussmanniens, l'unité parfaite ne se réalise pas ; en effet, l'hétérogénéité de l'architecture n'a jamais cessé de caractériser la ville, déjà lors de la reconstruction de la Grand Place.

Le ralentissement économique après 1873 entraîne la montée d'un sentiment réactionnaire fait de repli et de nostalgie passéiste. Dès lors, Charles Buls, bourgmestre de 1881 à 1899, orfèvre, représentant les classes moyennes artisanales menacées par le développement industriel, va prendre le contre-pied d'Anspach, s'érigeant en héraut de la défense des valeurs esthétiques de la ville du passé. Il en résulte une affirmation culturaliste : enjolivement de la Grand Place redécouverte par l'Europe romantique, embellissement des églises gothiques, y ajoutant des ornements qui n'avaient jamais existé (la Chapelle, le Sablon), instrumentalisation symbolique du passé (au service du discours culturel laïc de la bourgeoisie intellectuelle et artisanale, avec la réalisation du square du Petit-Sablon), récupération des héros de l'histoire (confection des statues des comtes d'Egmont et de Hornes ; de Godefroid de Bouillon ; et plus tard, à l'occasion du centenaire de la Belgique, résurgence du spectacle folklorique de l'Ommegang).

- ✓ La dimension pastorale de Notre-Dame au Sablon s'inscrit pour une part dans cette mouvance, avec les serments, les confréries, l'Ommegang ; comment, en reconnaissant le passé et en habitant le présent, regarder lucidement l'avenir ?
- ✓ Peut-on encore parler de la vie des centres-villes appuyée, comme sans le savoir, sur l'histoire et la beauté ? Quelles significations revêtent encore les bâtiments-églises dans cette ville aujourd'hui ? Authentiques témoins d'un passé désormais révolu ? Purement muséales ? Espaces adaptés aux mutations de l'hypermodernité ? Lieux refuges de convictions miniaturisées et sur la défensive ou présences et rayonnements nouveaux ?

Le néo-renaissant de la bourgeoisie libérale – la Renaissance signifiant ici la lutte contre l'Inquisition, l'autocratie de l'Église et à présent le pouvoir royal de Léopold II – se confronte au néo-gothique plus fréquent chez les architectes catholiques issus des écoles de Saint-Luc. Buls s'oppose violemment aux volontés modernistes de Léopold II qui veut construire un Mont des Arts monumental (finalement achevé en 1969) et qui nourrit des projets de jonction ferroviaire entre les gares du Nord et du Midi (finalement achevée en 1952). Ce conflit mène à la démission de Buls, remplacé par Emile de Mot, grand avocat comme Anspach, qui revient à une vision moderniste et cosmopolite. La victoire de la tendance moderniste sur la tendance culturaliste au début du XX<sup>e</sup> siècle – débat qui ne concerne que les détenteurs d'un pouvoir et non les populations ouvrières – marque le début d'une période de désintéressement relatif de la bourgeoisie pour le cœur historique de sa ville. La migration vers les faubourgs s'amplifie à un point tel qu'il commence à entraîner la baisse de la population du centre historique à partir de 1890. La ville de Bruxelles porte néanmoins son attention sur le logement social, ce dont témoigne, par exemple, la cité Hellemans (1912) à la rue Haute.

- ✓ Si l'histoire de Bruxelles n'a pas manqué de ruptures depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, celle occasionnée par le bourgmestre Yvan Mayeur (de 2013 à 2017) privilégiant davantage l'activité occupationnelle ou *festiviste* plutôt que professionnelle interroge l'animation pastorale elle-même : la mission consiste-t-elle à « occuper » le croyant de passage ou à réellement fonder, nommer, relire et célébrer ce qui est propre au message chrétien selon l'équilibre promu par Vatican II (« Prêtres, prophètes et rois ») ?

Avec l'encyclique *Rerum novarum* (1891), l'activité pastorale vit un véritable tournant. Avant, sa finalité était surtout spirituelle (confréries, ligues, etc. destinées à promouvoir tel culte, telle dévotion). À présent, elle va se superposer une dimension sociale, plus locale, grâce à l'aide entre autres de nombreuses congrégations religieuses.

- ✓ L'engagement social de l'Église du centre ville prolonge cette mission (ex. Point 32, supérette sociale des Marolles, distribution de nourriture au couvent Saint-Antoine, *Nativitas*, etc.) ; si traditionnellement l'Église est présente là où la société ne l'est pas encore, on peut se demander si, par ces activités, l'Église n'est pas active là où la société ne désire plus investir du fait de choix politiques exclusivement libéraux, ce qui pose la question de la justesse de l'engagement vis-à-vis des anciennes et nouvelles pauvretés.
- ✓ Quelles associations locales, sociales et culturelles, sont-elles à considérer comme partenaires ? Une collaboration doit-elle se renforcer ?

Le XIX<sup>e</sup> siècle est marqué par les politiques anti-urbaines qui encouragent les flux centrifuges et qui traduisent une méfiance par rapport à la ville. Bien avant l'explosion de la périurbanisation et de l'usage de l'automobile, la Belgique est déjà un pays de navetteurs. Durant la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, l'importance du recours à la navette et le fort peu de destructions dues aux deux guerres mondiales limitent la demande de logements en ville. Aussi, les marques les plus spectaculaires du pouvoir central sur le paysage urbain sont reportées en périphérie, là où les expropriations sont plus aisées et suscitent moins d'oppositions.

La représentation de Bruxelles comme ville essentiellement administrative renvoie à l'ampleur du double mouvement de désindustrialisation et de transition tertiaire que connaît la ville au cours du XX<sup>e</sup> siècle. À partir des années 1950, les politiciens d'État veulent métamorphoser la ville en centre tertiaire moderne et fonctionnel, de dimension nationale et internationale, à coups de grandes opérations d'infrastructures faisant table rase de la ville héritée. Dans le cadre de la préparation de l'Expo '58, une coalition d'intérêts se met en place pour poursuivre à grande échelle une destruction-reconstruction de la ville, excluant largement le logement des quartiers centraux au profit des bureaux et favorisant la circulation automobile et le déplacement des navetteurs aux dépens des résidents bruxellois. Le gouvernement national alors compétent en matière d'aménagement du territoire n'est pas sensible aux besoins et aux nécessités des Bruxellois, il l'est plus à ceux des navetteurs. Deux églises menacées de destruction tirent toutefois leur épingle du jeu en étant sauvées : Saint-Nicolas dont la façade est enfin achevée et Sainte-Marie-Madeleine qui est restaurée malgré la destruction de son quartier environnant.

- ✓ L'animation liturgique répond également aux demandes de navetteurs anonymes, du moins principalement, les paroissiens résidant y étant extrêmement rares ; ceci témoigne d'une animation pastorale centripète et non centrifuge.
- ✓ Qui dit navetteur dit souvent solitude, du moins le temps du trajet ; la solitude touche également les habitants de Bruxelles-centre où une personne sur deux vit seule : comment l'Église est-elle présente à cette dimension de la vie ?

Jusqu'à la fin des années 1960, les transformations souvent brutales de la ville et la priorité accordée à l'automobile suscitent peu de contestations, voire de l'enthousiasme, dans un contexte général de forte croissance économique et d'amélioration du niveau de vie. En effet, un certain consensus permet d'affirmer que les fonctions de la ville moderne ne peuvent se déployer dans les formes anciennes, amenées à disparaître. L'opinion publique se console dans le cadre de l'idéologie qui prône la destruction comme moyen de fonder les évolutions fonctionnalistes. Le désintérêt, voire le mépris pour les transports publics urbains est patent, malgré les plans ambitieux du métro. La modernisation radicale accentue la ségrégation sociale du territoire. Les premières contestations organisées émergent aux Marolles en 1969 : le ministère de la Justice souhaite exproprier le quartier populaire situé au sud du Palais pour y étendre ses implantations. L'architecture fonctionnaliste est dénoncée et le projet abandonné : pour

la première fois, des pouvoirs publics font marche arrière et acceptent de négocier un contre-plan au bénéfice des habitants et d'une autre conception de la ville.

- ✓ Vu l'absence de nouvelles constructions d'église (catholique) à Bruxelles centre depuis plus de cent ans, aucune des 14 actuelles – toutes originaires d'époques révolues – ne dispose d'une infrastructure pratique et polyvalente qu'on retrouve dans les autres communes, essentiellement dans les églises datant des années 1960-1980 ; ces dernières risquent davantage d'être concernées aujourd'hui par une réaffectation plus aisée à envisager, ce qui n'est donc pas le cas au centre ville avec des églises historiques peu fonctionnelles mais à la forte signification symbolique.
- ✓ Au début des années 1970, sous l'impulsion de Mgr Paul Vanden Berghe, l'animation pastorale du centre ville prend un virage qui mène entre autres à la création en 1971 de « Bruxelles-Accueil-Porte-Ouverte » (à l'écoute des nouvelles questions, problématiques posées par la société, à partir de l'accueil de la personne dans sa globalité), en 1978 du centre El Kalima et peu après des Voies de l'Orient.
- ✓ La fréquentation actuelle des églises du centre ville ne se résume pas uniquement à de la nostalgie ou de la curiosité archéologique ; il est possible d'ouvrir, sans forcer, à l'épaisseur et à l'extension de la temporalité chrétienne, susceptibles de libérer de l'immédiat et de l'instantané d'un certain narcissisme ambiant et d'une angoisse diffuse par rapport au futur.
- ✓ Il serait bien évidemment nécessaire d'évoquer également la présence musulmane et celle entre autres des nombreuses communautés pentecôtistes à Bruxelles ; depuis quelques décennies, l'offre religieuse multiculturelle est telle qu'il est difficile d'inscrire celle-ci dans l'histoire séculaire de la ville, si ce n'est peut-être en faisant référence à la multitude des congrégations religieuses présentes au fil des siècles et aujourd'hui quasiment disparues.

Ces contestations de la bruxellisation, d'un urbanisme spéculatif, vont se poursuivre au cours des années 1970. Le Quartier Nord subissait depuis les années 1920 les rumeurs de réaménagement radical et sa destruction avait déjà commencé dans les années 1930. En 1967, le plan Manhattan voit le jour. Parallèlement aux nouvelles tours du Quartier Nord, on construit deux immenses volumes glacés qui écrasent le début du boulevard Anspach – le centre administratif et la tour Philips – avec cette volonté de relier ces deux parties de la ville par des ensembles de bureaux. Il était prévu que deux autoroutes aboutissent à la place de Brouckère... La crise économique et l'essor de la contestation en décident heureusement autrement. Le mouvement social urbain prend forme, alliant les classes moyennes désireuses de défendre leur image de la ville dont elles se sentent dépossédées et des couches populaires défendant le droit au logement et au maintien de l'emploi. Les luttes menées principalement par la petite bourgeoisie intellectuelle désireuse de préserver son cadre de vie urbain permettent l'émergence de revendications transversales en faveur de la réhabilitation de l'habitat ancien, de la requalification des espaces publics, de la sauvegarde du patrimoine et de la participation des habitants. La création, en 1989, de la Région de Bruxelles-Capitale change également la donne.

L'affirmation du rôle de la propriété privée dans un État libéral, l'absence de pénuries de logement aiguës qui auraient imposé des interventions massives de l'État, la force de l'autonomie communale expliquent cette spécificité de Bruxelles : les grandes perspectives sont rares ; l'urbanisme est peu contraignant et laisse beaucoup de place aux choix individuels des propriétaires ; les grands ensembles sont peu fréquents ; les ruptures de style, de gabarits, d'usages, foisonnent ; le provisoire devient souvent définitif. Ainsi, le paysage urbain résulte de la superposition complexe et non planifiée de strates différentes.

- ✓ Oserait-on ici aussi un parallèle avec l'animation pastorale du centre ville où le principe d'autonomie individuelle suscitant l'hétérogénéité rend les perspectives rares ?

À la bruxellisation a succédé le façadisme qui est également une spécificité de la capitale. Cette pratique urbanistique réduit un bâtiment historique à un décor bidimensionnel. Elle est élaborée dans les années 1980 pour répondre aux critiques des défenseurs du patrimoine contre les promoteurs immobiliers, pourvoyeurs de la bruxellisation.

- ✓ Le façadisme appelle la métaphore pastorale : rien ne change en façade alors qu'en arrière-plan on est désormais ailleurs ; ou, à l'inverse, tout change en faisant croire que rien ne change.

Même si le façadisme n'a pas disparu, c'est la gentrification comme méthode de rénovation urbaine qui est privilégiée dès le début des années 1980 et, plus manifeste, depuis le début des années 2000. Une autre solution, également exogène, la complète en bordure extérieure du Pentagone : l'implantation de grands projets (Dock's Brussel, la tour Atenor, Tour et Taxis, ancienne brasserie Bellevue, environs de la gare du Midi, etc.). L'objectif est de réduire les fractures au prix d'une mixité sociale réalisée « par le haut ». Cette vision induit des impacts négatifs en défaveur des populations fragilisées et contribue à leur expulsion. Alors qu'il existait, dans les années 1980, une volonté de maintenir des activités traditionnelles dans les quartiers populaires, on constate l'implantation de populations aisées dans les quartiers dégradés. Cette mixité « par le haut » plutôt que « par le bas » reproduit des rapports de force hérités du passé.

- ✓ Peut-on aussi parler de choix pastoraux « par le haut » et « par le bas » ?
- ✓ S'investir dans la gestion des pauvretés, des exclusions (SDF, démunis, réfugiés, prostituées, etc), est-ce renforcer le rôle prophétique de l'Église ou exercer une source indirecte de pouvoir ou encore admettre tout aussi indirectement le terrain laissé en friche par les pouvoirs publics (à la logique néo-libérale) ? En se centrant sur les biens d'Église, le « projet Bethléem » tend à répondre plus justement aux problématiques sociales en encourageant les partenariats.

Depuis près d'un demi-siècle, la notion de gentrification est utilisée pour désigner un processus singulier, quoique multiforme, par lequel des quartiers populaires sont progressivement appropriés par des catégories d'habitants et d'usagers mieux positionnées dans les rapports de classes. Toutefois, il est très rare que des politiques explicitent sans détour leurs intentions en termes de gentrification d'un quartier ou, plus rare encore, d'éviction de populations présentes au profit de nouveaux venus plus nantis. Ce sont des terminologies lisses et dépolitisées, dénuées de toute référence à un changement de composition sociale du territoire qui prédominent dans les discours ; celles-ci sont typiquement construites sur le préfixe 're-' : « régénération », « renouvellement », « revitalisation », « renaissance », « réurbanisation », etc.

- ✓ Il serait intéressant que les responsables pastoraux évitent ces termes ambigus.

Le cosmopolitisme caractérise la population bruxelloise. Il est lié tant à une immigration « de pauvres » qu'aux « expats » insérés dans les réseaux de l'économie mondialisée. Ceci dit, le bilan des échanges de population entre Bruxelles et sa périphérie reste négatif : périurbanisation et gentrification se déploient de concert. Dans les quartiers historiquement populaires en voie de gentrification, on trouve une sur-représentation de jeunes adultes diplômés du supérieur, vivant seuls ou en couple sans enfants, de travailleurs intellectuels confrontés aux exigences de flexibilité du marché du travail et de locataires sur le marché privé. Dans le même temps, les volumes de production de nouveaux logements sociaux ont atteint un minimum historique depuis 1990, malgré

une demande sociale en hausse. En définitive, la progression de la gentrification dans les quartiers ciblés par les politiques de revitalisation s'inscrit sur une toile de fond d'appauvrissement des habitants « déjà là » et, dans une moindre mesure, de processus d'éviction hors de la ville. Bref, comment articuler l'apport exogène de nouvelles populations (« le retour en ville ») et le maintien des habitants déjà là ?

- ✓ Depuis peu, le quartier hispanique de *Boyle Heights* à Los Angeles – en proie à une crise du logement – se mobilise contre sa gentrification ; deux clans s'opposent : les jeunes artistes galeristes et la population historique pauvre opposée au processus d'embourgeoisement (à l'œuvre depuis le début des années 2000) et forcée à déménager ; ceci rappelle les batailles urbanistiques des années 1960-1970 et fait aussi penser à la *sablonisation* des Marolles.
- ✓ Quel impact la gentrification du Pentagone a-t-elle sur l'animation pastorale ? La communauté flamande ayant investi le secteur culturel grâce au soutien du Parlement flamand, ce déploiement n'incite-t-il pas indirectement l'animation pastorale à se replier sur elle-même, étant donné son ancrage culturel plus historique que contemporain ?

Depuis l'instauration du piétonnier, la gestion problématique de la mobilité, les événements du 22 mars et du *lockdown* de novembre 2016, le centre ville a connu une réelle mise à mal de son activité commerciale et de sa représentation politique, deux de ses trois piliers historiques. Bien que le secteur du tourisme s'attende à une reprise en 2017, le contexte demeure anxiogène. Plus que jamais, la ville est le lieu de la limite, elle-même créée par le vivre ensemble. Deux définitions de la ville entrent ici en tension : la ville s'arrête quand les espaces vides apparaissent et la ville se reconnaît au nombre de personnes qui se retrouvent dans un même lieu au même moment ; et qu'en est-il lorsque ces rencontres se vivent dans un espace vide, comme c'est le cas du piétonnier ?

- ✓ Lorsqu'une forme de peur a prise (ex. autour des réalités que sont l'insécurité, la radicalisation, la précarisation, l'insalubrité), l'animation pastorale ne doit-elle pas sortir ses trésors spirituels, théologiques et bibliques permettant de ne pas en rester « là » et ainsi proposer des alternatives à ce sentiment ?

Une donnée devenue (trop) classique dans la façon d'évoquer Bruxelles n'a pas été abordée dans ce document, à savoir la multiculturalité. Qu'en dire encore ? Que celle-ci est à la fois acquise grâce entre autres aux associations émergentes (plutôt qu'au marketing urbain) tout en étant mise à mal par une gentrification qui n'en a cure ? Derrière la valorisation de l'interculturalité ou de l'hybridité se profile un arrière-plan imaginaire qui est très semblable à celui qui a conduit à la valorisation de la mixité comme facteur de cohésion sociale dans les politiques urbanistiques avec, faut-il le dire, des résultats mitigés. Enfin, en contexte urbain, l'interculturalité n'est possible qu'à la condition que soit acceptée en principe et en pratique l'existence de l'Autre.

- ✓ Ici aussi, l'animation pastorale ne doit-elle pas sortir ses trésors spirituels, théologiques et bibliques qui peuvent aider à approfondir le concept d'altérité ?
- ✓ La tension évangélique entre « être dans le monde » et « ne pas être du monde » mériterait d'être reprise en considérant le contexte spécifique actuel du centre de Bruxelles et non plus en se basant sur des choix passés qui ont opposé l'Église ad intra et l'Église ad extra ; la vertu évangélique de la compassion ainsi que la notion du temps vécu en Église (ni linéaire ni circulaire mais spiralé) mériteraient elles aussi d'être réinventées dans ce contexte.
- ✓ Comment pourrions-nous annoncer le Christ sans commencer par saluer, estimer et respecter les hommes et les femmes qui vivent dans la ville et entrer en dialogue avec eux ?